



EMMA MOORE/la trompette; GETTY IMAGES

Notre ordre démocratique s'effondre

Autant qu'elle soit louée aujourd'hui, la démocratie produit des résultats étranges, même des résultats antidémocratiques.

- Richard Palmer et Joel Hilliker
- [21/10/2024](#)

La démocratie est toujours saluée comme la forme idéale de gouvernement. Même des dictateurs comme Vladimir Poutine et Nicolás Maduro organisent des élections pour faire croire qu'ils détiennent le pouvoir par la volonté de leur peuple. Kim Jong-un s'enveloppe d'un manteau de légitimité en qualifiant sa tyrannie de République populaire démocratique de Corée.

Aux États-Unis, la gauche politique est tellement déterminée à éviter le danger que Donald Trump représente pour « notre démocratie » qu'elle a tenté de l'accuser, de le destituer et de l'emprisonner — tout ce qu'il faut pour l'empêcher de revenir au pouvoir par un vote populaire démocratique.

PT_FR

Le scientifique politique Francis Fukuyama a décrit la démocratie comme « le point final de l'évolution idéologique de l'humanité ». Il a prédit « l'universalisation de la démocratie libérale occidentale comme la forme finale du gouvernement humain ». À l'échelle internationale, il est salué comme le salut de l'humanité. Un autre politologue, Jack Levy, a écrit que « l'absence de guerre entre les États démocratiques est aussi proche que tout ce que nous avons d'une loi empirique en relations internationales. » Répandez la démocratie, et la paix dans le monde s'épanouira.

Par une curieuse coïncidence, plusieurs sondages d'opinion ont révélé que le même pourcentage d'Américains—74 pour cent—croient à la démocratie et en Dieu.

Alors que l'Occident continue de croire en la démocratie comme un principe abstrait, la plupart des gens en sont déçus dans la pratique. Seuls 10 pour cent des Américains estiment que la démocratie fonctionne très bien ou extrêmement bien aux États-Unis. Près de la moitié disent que cela ne fonctionne pas bien. Un peu plus de la moitié affirment que « des gens comme vous » ne sont pas représentés par le gouvernement et que le Congrès fait un mauvais travail pour défendre les valeurs démocratiques.

Quel est le véritable problème ? La démocratie est-elle défectueuse ? Ou le problème vient-il de nous ?

Qui choisit les choix ?

Jusqu'en juillet, l'Amérique semblait prête pour un match revanche entre Joe Biden et Donald Trump. Et le candidat préféré de la nation : *ni l'un ni l'autre*. Quarante-cinq pour cent des Américains ont déclaré que l'affrontement était mauvais pour le pays. Seulement 29 % le voyaient comme bon.

Il ne s'agit pas d'un phénomène américain. Lors des élections britanniques du 4 juillet, les candidats de gauche et de droite ont obtenu des taux d'approbation négatifs. Plus d'électeurs ont déclaré que les deux sont indécis, peu dignes de confiance et faibles que ceux qui les ont décrits avec les caractéristiques positives opposées.

Dans une monarchie, un nombre limité de membres titulaires de la famille royale ont la chance de régner. Mais la démocratie a le choix entre tous les talents de la nation. Pourquoi, pays après pays, les citoyens sont-ils contraints de choisir entre des options que peu d'entre eux souhaitent ?

Le 21 juillet, après des pressions en coulisse de Barack Obama et d'autres, Joe Biden a annoncé qu'il ne se représentera pas. Peu après, Biden a soutenu la vice-présidente Kamala Harris pour lui succéder. Mais *aucun électeur* n'a choisi Harris pour se présenter à la présidence. Les démocrates devront voter pour un candidat que personne n'a demandé. (Et si le Président Trump n'avait pas penché la tête au moment où il l'a fait, il aurait pu en être de même pour les républicains).

Il est évident qu'une élection ne peut pas être un concours entre tous les adultes du pays. Un processus est nécessaire pour réduire les options. Et, pays après pays, ce processus a terriblement mal tourné.

Comment votez-vous ?

Une démocratie doit proposer des choix à ses citoyens, puis comptabiliser les votes. Cela semble assez simple. Pourtant, nous rencontrons d'autres problèmes.

En 2019, la Grande-Bretagne a choisi entre le candidat conservateur Boris Johnson et le candidat travailliste Jeremy Corbyn. Un leader de centre-gauche aurait eu de bonnes chances de remporter cette élection. Pourtant, d'une manière ou d'une autre, le Parti travailliste avait choisi un communiste à part entière. Corbyn a subi une défaite terrible avec à peine plus de 10 millions de voix et a démissionné dans le déshonneur alors que les conservateurs accédaient au pouvoir avec leur meilleur résultat depuis 1987.

Ce mois de juillet, la part de vote du parti travailliste a encore chuté : ils ont à peine récolté 9,7 millions de voix. Leur soutien a chuté de cinq cent mille électeurs par rapport aux élections de 2019, mais cette fois, de manière incroyable, *ils ont accédé au pouvoir avec une victoire écrasante*. S'ils ont obtenu moins de voix, ils ont tout de même remporté deux tiers des sièges au Parlement.

Par ailleurs, le Reform UK, un tout nouveau parti, a connu une très bonne année. Ils sont arrivés en troisième position avec 14,3 % des voix. Ce chiffre impressionnant leur a permis d'obtenir 0,7 % des sièges au Parlement. Un autre parti plus petit, les démocrates libéraux, a remporté 11,6 % des voix—mais a remporté 14 fois plus de sièges que le Parti réformateur.

S'agit-il vraiment de démocratie ?

La Grande-Bretagne dispose d'un système de vote relativement simple : le scrutin uninominal à un tour. Chaque circonscription organise une course. La personne qui arrive en tête peut n'avoir obtenu que 30 % des voix. Mais si ses rivaux reçoivent chacun moins de 30 %, il gagne. Lors de cette élection, le vote de droite s'est réparti entre le parti conservateur et le parti réformateur. Vote après vote, ils sont arrivés en deuxième et troisième position. Mais dans les deux tiers du pays, le Parti travailliste est arrivé en tête, leur assurant la majorité.

Le premier arrivé, premier servi est un système relativement simple. Peut-être qu'un système plus complexe pourrait résoudre le problème ?

La France a également organisé des élections à la même période, et son système est beaucoup plus élaboré. Si un candidat obtient plus de 50 % des voix, il obtient un siège à l'Assemblée nationale. Mais si personne ne franchit ce seuil, les candidats ayant obtenu plus de 12,5 % des voix passent au second tour.

Ce système est spécifiquement conçu pour prévenir ce qui s'est passé en Grande-Bretagne. Si la majorité des électeurs veulent quelqu'un à droite, ce vote peut être divisé entre plusieurs candidats au premier tour. Mais ils se rassembleront lors du second tour, s'unissant derrière le candidat le plus populaire parmi ceux qu'ils préfèrent.

Les élections au Parlement européen se sont déroulées dans toute l'Europe du 6 au 9 juin. En France, le Rassemblement national, parti d'extrême droite, a remporté une victoire éclatante, avec 31 % des voix. Le parti du Président Emmanuel Macron a remporté la moitié de cela. Après cette déroute massive, Macron a convoqué des élections parlementaires nationales anticipées, espérant peut-être que des électeurs modérés, effrayés par les résultats de juin, voteraient lors d'élections nationales beaucoup plus déterminantes. Mais au premier tour, la tentative de Macron de battre le Rassemblement national a échoué. Une fois de plus, il a gagné, avec un peu plus de 33 pour cent. Ipsos a projeté que le Rassemblement national gagnerait entre 230 et 280 sièges sur 577.

Le deuxième tour a eu lieu le 7 juillet. Le Rassemblement national a de nouveau augmenté sa part de voix et a obtenu plus de voix que n'importe quel autre parti, avec 37 % des suffrages. Mais en termes de *sièges à l'Assemblée*, il est arrivé troisième. Le parti qui a obtenu le plus de sièges était le Nouveau Front Populaire—bien qu'il n'ait remporté que 25 pour cent des voix.

Comment le Rassemblement national a-t-il remporté la première place du vote populaire mais la troisième place en nombre de sièges ? *Vote stratégique*. Des membres du courant dominant de la droite et du courant presque dominant de la gauche ont collaboré. Dans chaque course, si la droite était la mieux placée pour gagner, la gauche retirait son candidat et vice versa.

La France—le pays de *liberté, égalité, fraternité*—est maintenant confrontée à trois choix : extrême droite, extrême gauche ou blocage paralysant (article, page 20).

Peut-être qu'un système différent pourrait résoudre le problème ? Attribuez les sièges de manière strictement proportionnelle au nombre de voix obtenues par chaque parti : 10 % des voix permettent d'obtenir 10 % des sièges. Simple et démocratique, n'est-ce pas ?

Les Pays-Bas organisent leurs élections exactement de cette façon. Le 2 juillet, Dick Schoof a été nommé premier ministre. Combien de personnes ont voté pour lui ? Personne. Il ne s'est pas présenté aux élections, n'a dirigé aucun parti et n'a obtenu aucune voix.

Les Néerlandais ont tenu une élection en novembre 2023. Les systèmes de scrutin uninominal à un tour découragent le vote pour les petits partis : Un vote pour un parti dont le taux de participation est d'environ 5 % est un vote perdu, car il n'obtiendra probablement aucun siège au parlement. Aux Pays-Bas, ce n'est pas le cas. Lors des élections de l'année dernière, le parti vainqueur, le PVV, n'a obtenu que 23,5 % des voix. Quinze partis différents ont obtenu des sièges au parlement. Il a fallu que quatre des plus grands groupes s'unissent pour obtenir une majorité.

Ces quatre partis sont en désaccord sur de nombreuses questions fondamentales et ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'accession d'un de leurs dirigeants au poste de premier ministre. La seule façon de former un gouvernement était de choisir une personne de l'extérieur. Les dirigeants et les politiques ont été décidés non pas par les électeurs, mais par des accords en coulisses. Après six mois de négociations, il en est ressorti un premier ministre et un programme politique pour lesquels personne n'a voté.

Trois systèmes électoraux très différents ont produit le même résultat : quelque chose qui n'est pas exactement démocratique et un gouvernement pour lequel la plupart des gens n'ont pas voté.

Il ne s'agit pas d'un problème qu'un simple réarrangement du système peut résoudre. Chaque configuration présente des inconvénients. Chaque système peut être manipulé par le vote tactique. Un système conçu pour donner aux citoyens ce qu'ils veulent ne parvient même pas à le faire.

L'histoire de la démocratie

La démocratie a une histoire courte et irrégulière. Avant les temps modernes, seuls deux États significatifs (qui ont laissé des archives détaillées) s'en sont approchés : les cités-États grecques et la République romaine. Pourtant, ni l'un ni l'autre n'était une démocratie au sens moderne du terme. En Grèce, seule une poignée de citoyens pouvait voter. Rome a également privé de nombreux citoyens de leurs droits ; les votes des pauvres valaient moins que ceux des riches, et la haute naissance conférait d'énormes privilèges. (Même dans les premiers temps de l'Amérique, seuls 10 à 20 pour cent de la population adulte avaient le droit de vote).

Néanmoins, la leçon est claire : en Grèce comme à Rome, les démocraties ont été des échecs spectaculaires.

Lors des guerres civiles grecques entre Athènes et Sparte, la démocratie athénienne a complètement gâché ses efforts de guerre. Les hauts responsables militaires étaient continuellement jugés par leur propre peuple. Certains se sont enfuis ou ont fait défection pour éviter les sanctions. C'était une guerre menée de manière incompétente par un comité de centaines de personnes, se terminant par une défaite face aux Spartes autoritaires.

Et ceci n'était guère le seul échec de la démocratie athénienne. Elle a finalement transformé la société en « un chaos de violence de classe, de décadence culturelle et de dégénérescence morale, » ont écrit les historiens Will et Ariel Durant. Elle était « rongée par l'esclavage, la vénalité [pots-de-vin et corruption] et la guerre. » Ils ont appelé la démocratie « la plus difficile de toutes les formes de gouvernement, car elle nécessite la plus grande diffusion d'intelligence, et nous avons oublié de nous rendre intelligents lorsque nous nous sommes faits souverains » (*L'Histoire de la civilisation*).

La République romaine a réussi là où la démocratie athénienne a échoué : dans le creuset de la guerre. Mais en 133 avant J.-C., elle a commencé à s'effondrer. Les luttes de pouvoir internes entre politiciens ont entraîné la mort de plusieurs dirigeants éminents. La république sombra dans la violence civile. Les assassinats sont devenus courants, puis les rébellions et les soulèvements. Vers 60 avant J.-C., Gnaeus Pompeius Magnus (plus connu sous le nom de Pompée), Marcus Licinius Crassus et Jules César conclurent un accord privé pour contrôler le processus politique. Cela, selon Mary Beard, « pour la première fois, a effectivement transféré les décisions publiques entre des mains privées. Grâce à une série d'arrangements en coulisses, de pots-de-vin et de menaces, ils ont veillé à ce que les consulats et les commandements militaires aillent là où ils le souhaitaient et que les décisions clés leur soient favorables » (*SPQR : Une histoire de Rome ancienne*). Les trois hommes se sont notoirement disputés, et la guerre civile a éclaté. Cette fois, le conflit déterminerait qui deviendrait effectivement le premier empereur de Rome : César ou Pompée. La démocratie était déjà morte.

Démocraties modernes

Les fondateurs de l'Amérique ont fait une chose remarquable : ils ont étudié tous les exemples de l'histoire et ont cherché à concevoir un gouvernement qui éviterait les pièges et les problèmes qui ont fait naufrage dans les nations et les empires. Avec clairvoyance, grâce à leur éducation biblique, ils ont su reconnaître que le véritable ennemi de la bonne gouvernance et de la longévité nationale est la nature humaine. Ils ont donc cherché avant tout à limiter ce mal. Ils ont créé un gouvernement aux pouvoirs très limités, qui offrirait au peuple un niveau inégalé de liberté et de responsabilité individuelles. Ils ont conçu un système qui exploitait la force d'une monarchie (dans le président), des éléments d'oligarchie (avec des législatures d'État et nationales composées de représentants) et des éléments limités de démocratie.

Les fondateurs de l'Amérique ont été prudents dans l'application des éléments démocratiques. Seuls certains dirigeants étaient choisis par vote, à certains intervalles. Les tendances extrêmes des masses sont filtrées par un collège électoral. Le droit de vote était réservé aux hommes considérés comme responsables et capables d'exercer ce pouvoir à juste titre. Et pourtant, selon les normes historiques, c'était une démocratie remarquablement universelle.

Cette forme de gouvernement a préservé une liberté inégalée et a donné lieu à un déferlement de productivité et de créativité. Le principe fondateur de la liberté a également été appliqué au commerce, et le marché libre a contribué à sortir plus de personnes de la pauvreté que n'importe quelle autre force dans l'histoire. Cette expérience démocratique s'est avérée particulièrement durable et fructueuse.

Pourtant, si les fondateurs ont fait preuve d'inventivité pour brider la nature humaine, celle-ci s'est révélée bien plus inventive encore. La séparation des pouvoirs, les freins et contrepoids qu'ils ont établis pour limiter les problèmes causés par un mauvais roi — bien qu'ils aient rendu l'Amérique remarquablement résistante malgré quelques mauvais dirigeants — sont de plus en plus brandis comme des armes à des fins purement politiques. Ces dernières années, un niveau choquant de corruption enracinée au sein des instances dirigeantes a été et continue d'être mis au jour, et le gouvernement est en guerre absolue contre lui-même.

En outre, la démocratie est exposée aux mêmes risques que la monarchie : Un dirigeant incompetent peut rendre la vie invivable. Dans une démocratie, le « dirigeant » est le peuple. Plus le peuple devient mauvais, plus la stabilité gouvernementale et sociale se transforme rapidement en poussière. Et plus un gouvernement est démocratique, plus il est instable.

Comme l'a dit Hérodote, « la foule est entièrement dépourvue de connaissance. » Les gens peuvent être très stupides. Ils peuvent voter pour des hommes politiques qui promettent des avantages au détriment du bien national. En plus d'accumuler des dettes massives, cela peut signifier de négliger des domaines de dépenses qui ne donnent pas de résultats immédiats, tels que la défense. Cette faiblesse a presque conduit à l'effondrement de la démocratie lors de la Seconde Guerre mondiale.

Le fait de jouir d'une grande liberté permet également à la nature humaine de s'épanouir davantage. Trop souvent, les gens sombrent dans les excès et les maux. Les fondateurs de l'Amérique savaient que la préservation de la liberté dépendait de la religion et de la moralité du peuple. Aujourd'hui, les Américains ont largement démantelé ces piliers de la société. Nous célébrons largement des perversions et des péchés qui étaient à peine imaginables dans les générations précédentes.

La démocratie pourrait bien être, comme l'a dit Churchill, « la pire forme de gouvernement, à l'exception de toutes les autres formes qui ont été essayées de temps à autre. » C'est censé être le summum de l'accomplissement humain en matière de gouvernance, et c'est un désastre ! Rares sont ceux qui, face à la confusion politique qui règne aujourd'hui à Washington, voient un système digne d'être imité. De nombreux pays renoncent à la liberté au profit d'un seul homme fort, un roi du 21^e siècle.

Depuis 6 000 ans, l'homme écrit ces leçons sur le gouvernement, principalement à travers la souffrance et l'oppression — et en montrant ce qui ne fonctionne pas.

Pourquoi les failles ?

Ce n'est pas une coïncidence que parmi les exemples les plus emblématiques de démocraties modernes figurent les États-Unis et la Grande-Bretagne. L'histoire biblique et séculaire révèle qu'ils sont les descendants de l'ancien Israël — l'accomplissement de la promesse faite par Dieu à Abraham de faire de ses descendants « une grande nation » et « une multitude de nations » (Genèse 12 : 2 ; 35 : 11). (Pour en avoir la preuve, demandez un exemplaire gratuit du livre d'Herbert W. Armstrong *Les Anglo-Saxons selon la prophétie*) Parmi ces bénédictions se trouvait un système de gouvernement relativement juste.

La liberté de gouvernement associée à la prospérité a permis à la véritable Église et à l'œuvre de Dieu de prospérer. Dieu accomplit finalement Son plan à travers Son Église (cf. Galates 4 : 25-26). À Son Église, Dieu a accordé le Saint-Esprit, la puissance qui rend possible la croissance d'un caractère véritable (Romains 8 : 6-9). C'est par le Saint-Esprit que la nature humaine est changée.

« Jusqu'à [la fondation de l'ancien Israël], l'humanité avait été privée de la connaissance spirituelle et de l'accomplissement venant de Dieu, » a écrit M. Armstrong dans *Le mystère des siècles*. « Dieu a maintenant décidé de leur donner la connaissance de Sa loi—Son type de gouvernement—*Sa façon de vivre* ! Il allait prouver au monde que sans Son Saint-Esprit, leurs esprits étaient incapables de recevoir et d'utiliser une telle connaissance des véritables voies de la vie. Il allait leur démontrer que l'esprit de l'homme, avec son esprit unique et sans l'apport du Saint-Esprit de Dieu, ne pouvait pas avoir de discernement spirituel — ne pouvait pas résoudre les problèmes humains, ne pouvait pas guérir les maux qui assaillaient

l'humanité. Les intellectuels et les érudits de ce monde pensent qu'avec des connaissances suffisantes, l'homme charnel pourrait résoudre tous les problèmes. Dieu a laissé de nombreuses générations d'Israël et de Juda anciens [et modernes] prouver, par des centaines d'années d'expérience humaine, que le *meilleur* de l'humanité, sans le Saint-Esprit de Dieu, ne peut pas résoudre les problèmes et les maux de l'humanité ! »

Dieu a créé la nation d'Israël pour *le* représenter (Deutéronome 4 : 7). Et la grande leçon que Dieu veut que l'homme apprenne depuis l'expulsion du jardin d'Éden, c'est qu'*aucune forme humaine de gouvernement en dehors de Dieu*, même si elle est bénie par Dieu, n'*apportera l'utopie*.

L'échec moderne de la démocratie est donc le signe que l'humanité est sur le point d'apprendre cette leçon. Beaucoup d'autres choses doivent encore se produire avant que la leçon ne devienne parfaitement claire. Mais si Dieu laisse la société s'effondrer, c'est pour une bonne raison. En fin de compte, c'est aussi un pas de plus pour *que l'humanité le connaisse vraiment*. Dès lors, Dieu promet un gouvernement qui *va* résoudre les problèmes de l'homme et lui apportera la liberté à laquelle il aspire.